

# En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 189, 13 octobre 2016

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

## Cohésion et action sociale

### • Quatre grandes tendances sociétales qui vont impacter le monde HLM dans les prochaines années : le défi de la mixité sociale.

Régis Bigot ; Lucie Brice ; Sandra Hoibian.

Crédoc ; USH [Commanditaire], 28 septembre 2016. 10 p. @

Cette étude met en lumière quatre tendances sociétales majeures qui vont impacter le monde HLM dans les prochaines années : la prégnance de la précarité économique qui contribue à fragiliser les parcours individuels ; l'augmentation des inégalités économiques et sociales entre les territoires ; les lignes de failles dans la cohésion sociale ; et l'espoir suscité par l'émergence d'une nouvelle forme de participation citoyenne.

### • La vie sociale entravée des familles modestes.

Élodie Alberola ; Isa Aldeghi ; Jörg Muller.

*Consommation et modes de vie*, n° 285, sept. 2016. 4 p. @

La question de l'exclusion sociale est le plus souvent abordée en se référant à la pauvreté monétaire. Un autre repère a été constitué en recherchant le montant nécessaire pour faire face aux nécessités de la vie quotidienne et pour pouvoir participer pleinement à la vie sociale.

[Lire également le rapport](#) : @

### • Les politiques de soutien à la parentalité. Rapport et avis du HCF.

Haut conseil de la famille (HCF). Sept. 2016. 183 p. @

Au sommaire : les politiques publiques de soutien à la parentalité : quelles définitions, quels objectifs, quels périmètres ? Fiches d'analyse de cinq dispositifs de soutien à la parentalité : les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), les lieux d'accueil parents/enfants (LAEP), les Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), la médiation familiale,...

### • Déclaration pour la laïcité - Liberté et interdits dans le cadre laïque.

Observatoire de la laïcité. 3 oct. 2016. 2 p. et 5 p. @

Face à des phénomènes nouveaux, apparus ces dernières décennies dans un contexte social fragile, de montée de revendications communautaires et de détournement de la laïcité à des fins stigmatisantes, l'Observatoire a souhaité établir un rappel précis des libertés et interdits qui s'inscrivent dans le cadre laïque.

## Collectivités territoriales

### • Les finances publiques locales.

Cour des comptes. Octobre 2016. @

En 2015, face à la baisse des concours financiers de l'Etat, les collectivités locales ont plutôt cherché à ralentir leurs dépenses qu'à recourir au levier fiscal. Cependant, confrontées en 2016 à une contrainte financière plus forte, elles doivent amplifier leurs efforts de gestion afin d'éviter une dégradation de leur situation financière.

### • 86ème congrès de l'ADF. @

Le 86ème congrès des Départements de France s'est déroulé au Palais des Congrès du Futuroscope, les 5, 6 et 7 octobre derniers.

[Les rapports et les propositions](#) : rapport institutionnel ; rapport « Politiques sociales » ; rapport « Ruralité » ; atlas des départements.

## Démocratie locale - Citoyenneté

### • Portrait des conseils citoyens en Val-d'Oise. Regard sur le lancement des 32 conseils citoyens du territoire.

Pôle ressources du Val-d'Oise. 9/2016. 95 p. @

Au sommaire de ce panorama réalisé de janvier à juillet 2016 : contexte de mise en place des conseils citoyens ; démarche et méthodologie mobilisées ; portrait des conseils citoyens du Val-d'Oise au fil des EPCI, communes et quartiers.

## Développement durable

### • Vers des villes 100% énergies renouvelables et maîtrisant leur consommation. Pistes de réflexion.

Réseau Action Climat ; Energy cities ; CLER (Réseau pour la transition énergétique).

Septembre 2016. 28 p. @

Cette étude a pour objectif d'apporter des pistes d'orientations et de solutions pour les villes et métropoles françaises désireuses d'avancer dans une démarche vers le 100 % énergies renouvelables. S'appuyant sur des exemples internationaux, le document illustre les recommandations retenues avec des applications pratiques en France.

### • La justice climatique : enjeux et perspectives pour la France.

Cese ; Jean Jouzel ; Agnès Michelot.

Septembre 2016. 114 p.

L'objectif de la justice climatique est apparu comme une thématique centrale à l'ouverture de la COP 21. Elle doit permettre de préserver efficacement et durablement le droit à un environnement sain pour tous y compris pour les plus démunis et les plus vulnérables au changement climatique.

[Avis](#) : @ [Synthèse](#) : @

## Développement économique

### • Intégrer les activités commerciales dans le tissu urbain : enjeux et opportunités.

Cerema. Septembre 2016.

Collection *L'Essentiel*. 12 p.

L'intégration des fonctions commerciales dans le tissu urbain concerne aujourd'hui l'ensemble des territoires urbanisés (centre-villes et centres-bourgs, nouveaux quartiers urbains créés en extension urbaine ou par renouvellement urbain). Cette publication analyse les enjeux et les opportunités des espaces commerciaux de périphérie constitué aussi bien par des espaces en restructuration que par des nouveaux espaces.

### • La création d'entreprises inclusives. Recueil de bonnes pratiques.

OCDE. Octobre 2016. 180 p. @

Ce compendium comprend 20 études de cas issues de programmes publics au sein des pays européens qui soutiennent, avec succès, la création d'entreprises des personnes provenant de groupes défavorisés et sous-représentés dans le secteur de l'entrepreneuriat.

### Lignes de faille. Une société à réunifier.

France Stratégie.  
Sous la direction de  
J. Pisani-Ferry et de F. Lenglard

[Rapport \(162 p.\)](#) : @  
[Document de présentation](#) : @



## Economie sociale et solidaire

### • Mobilisation territoriale et mise en réseau des acteurs dédiés à la production d'innovation sociale : une étude de cas.

F. Gallois ; C. Lecat ; M. Nieddu.

*Géographie, économie, société*, 3<sup>ème</sup> trimestre 2016, Vol. 18. pp. 359-385.

Cet article vise à rendre compte de la tension entre, d'une part, l'engagement d'acteurs sociaux en faveur du développement d'activités permettant de répondre aux besoins sociaux et, d'autre part, l'injonction à l'innovation sociale portée par la puissance publique dans un contexte de *new public management*.

## Education

### • Pilotage académique de l'éducation prioritaire.

V. Eloi-Roux ; S. Christin ; P. Guichard et al.

Inspection générale de l'éducation nationale. 9/ 2016. 58 p. @

L'IGEN et l'IGAENR ont été chargées, au titre du suivi des réformes, de faire un point d'étape sur le pilotage académique de l'éducation prioritaire déployé dans le cadre de la deuxième année de la refondation. La mission s'est efforcée de répondre à deux questions : la refondation a-t-elle induit un autre mode de pilotage académique de l'éducation prioritaire ? Ce pilotage académique est-il bien perçu par les acteurs de terrain et répond-il à leurs attentes ?

### • Suivi de la préfiguration de la refondation de l'éducation prioritaire dans les REP+.

M-L. Lepetit ; S. Christin ; M-H. Leloup et al.

IGAENR. Septembre 2016. 56 p. @

Ce rapport dresse les lignes de force et les faiblesses apparues à la suite des observations et de l'analyse de la mise en place de la préfiguration de l'éducation prioritaire au cours de l'année scolaire 2014-2015.

### • Pour une Ecole innovante - Synthèse des travaux du Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative 2014-2016.

Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative (Cniré). Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Septembre 2016. 42 p. @

Créé en avril 2013, le Cniré a pour objet principal de « répondre aux difficultés rencontrées par l'Ecole pour faire réussir tous les élèves en identifiant les pratiques innovantes existantes et en aidant à la mise en oeuvre de nouvelles pratiques pédagogiques ». Après un premier rapport rendu public en novembre 2014, le Cniré présente la synthèse de ses travaux 2014-2016.

## Egalité - Inégalité

### • Audition Pisany-Ferry sur les inégalités territoriales. Assemblée Nationale - Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Mercredi 5 octobre 2016. [Vidéo] @

## Emploi - Insertion

### • L'accès des jeunes à l'emploi : construire des parcours, adapter les aides. Rapport public thématique.

Cour des comptes. Septembre 2016. 145 p. @

La structure du marché du travail en France pénalise tout particulièrement les jeunes. Leur durée d'accès à un emploi stable s'est allongée ; ils sont davantage confrontés à la précarité dans l'emploi et au temps partiel subi. Depuis plusieurs décennies, de très nombreuses aides ont été déployées pour corriger cette situation. Ce système d'aides publiques présente un coût élevé, mais les résultats obtenus du point de vue de l'accès à un emploi durable sont éloignés des objectifs initiaux.

## Evaluation

### • Rapport 2016 du comité de suivi du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Rapport 2016.

A. Brun-Schammé ; R. Desplatz ; A. Naboulet - Comité de suivi du CICE.

France Stratégie. Septembre 2016. 124 p. @

Le CICE a été créé suite au rapport "Pacte pour la compétitivité de l'industrie française" en 2012. Un comité chargé de son suivi et de son évaluation a été mis en place. Ce quatrième rapport du comité fournit des éléments d'appréciation de l'effet du CICE fondés sur une analyse a posteriori des comportements individuels des entreprises bénéficiaires au cours des années 2013 et 2014.

## Habitat - Logement

### • Atlas « Logement & territoires ». Edition 2016.

Caisse des Dépôts. Septembre 2016. [Pagination spécifique à chaque tome régional]. @

Cette quatrième édition de l'Atlas prend en compte la nouvelle organisation territoriale de la France. Les cartes et tableaux sur les caractéristiques démographiques, le parc de logements et les dynamiques de construction résidentielle mettent en évidence les poids respectifs des nouvelles régions, mais aussi les disparités intrarégionales et les particularismes locaux.

### • « Un peuplement de qualité ». Mise en oeuvre de la loi SRU dans le périurbain résidentiel aisé et discrimination discrète.

Fabien Desage.

*Gouvernement et action publique*, n° 3, 3/2016. pp. 83-112.

La lutte contre la ségrégation socio-spatiale fait partie des objectifs affichés des politiques urbaines en France, depuis le début des années 1990. Longtemps tournée exclusivement vers les « quartiers sensibles », la Loi SRU semble infléchir la tendance, en obligeant les communes résidentielles périurbaines d'une certaine taille à atteindre progressivement un taux de 20% de logements sociaux minimum. En s'appuyant sur l'étude de sa mise en oeuvre dans l'agglomération lilloise, l'article se propose d'expliquer ce changement d'attitude inattendu des élus concernés. Dans un second temps, en se concentrant sur le cas d'une commune résidentielle supérieure de cette aire urbaine, il pointe la contrepartie essentielle mais discrète de ce ralliement : l'exercice d'une « préférence communale » dans l'attribution des nouveaux logements. Il résulte de cette discrimination discrète que le développement du logement social dans les communes privilégiées, loin d'infléchir les inégalités socio-spatiales à l'échelle des agglomérations, tend plutôt à les renforcer.

## Innovation - Recherche

### • La politique des pôles de compétitivité.

Cour des Comptes.

Référé (n° S 2016-2126 du 4 juillet 2016) et réponse du Premier ministre du 26 septembre 2016. 5 p. + 3 p. @

Saluant une politique bien construite et qui a été poursuivie depuis une dizaine d'années, la Cour appelle néanmoins à des clarifications et à des adaptations des missions et des activités des pôles de compétitivité.

### • Le financement territorial de la R&T au cours de l'acte II de la décentralisation (2004-2014).

Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; C-V. Nisslé ; L. Perrain.

*Note d'information* n° 7, septembre 2016. 8 p. @

De 2004 à 2014, l'évolution du financement de la recherche et de la technologie par les collectivités territoriales affiche deux périodes distinctes : entre 2004 et 2009, les dépenses en faveur de la R&T sont multipliées par plus de deux, passant de 0,58 à 1,25 Md€. Depuis 2009, leur niveau reste stable, plutôt proche de 1,2 Md€.

## Mobilité - Transports

### • Les mobilités des cadres dans les territoires.

Apec.

*Les Etudes de l'emploi-cadre*, n° 43, oct. 2016. 24 p. @

Qu'ils soient cadres ou non-cadres, ce sont essentiellement les moins de 40 ans qui changent de département. Mais les cadres se distinguent nettement des non-cadres en opérant plus souvent des mobilités longues, en particulier entre les départements de l'Île-de-France et les grandes métropoles régionales. Certaines régions parviennent mieux que d'autres à retenir au sein de leur territoire les cadres qui changent de département ou à attirer des cadres qui viennent d'autres régions. La Nouvelle-Aquitaine apparaît ainsi comme la région la plus attractive, devant l'Occitanie, les Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### • L'État et la compétitivité du transport aérien : un rôle complexe, une stratégie à élaborer.

Cour des comptes. Octobre 2016. 138 p. @

La compétitivité du transport aérien, secteur économique en croissance, repose sur plusieurs parties prenantes : État, prestataires de navigation aérienne, compagnies aériennes, aéroports, régulateurs... L'État intervient dans ce secteur avec des objectifs contradictoires liés à ses multiples rôles – accompagner la complémentarité des modes de transport, garantir la loyauté de la concurrence, préserver la connectivité des territoires .... En outre, le transport aérien ne peut s'affranchir d'une stratégie internationale. Pour améliorer l'efficacité de l'action de l'Etat, la Cour formule huit recommandations.

### • Rapport sur le financement des infrastructures de transport.

Sénat ; V. Capo-Canellas ; Y. Collin ; M-H. des Esgaulx et al.  
*Rapport d'information*, n° 858, 28 septembre 2016. 131 p. @

Au cours des trois dernières décennies, les pouvoirs publics ont privilégié les investissements de développement des infrastructures de transport au détriment de l'entretien et du renouvellement des réseaux existants. Sur la base de ce constat, le groupe de travail du Sénat a souhaité explorer les voies susceptibles d'assurer un financement durable de la modernisation de nos réseaux de transport et une sélection plus rigoureuse de projets d'infrastructures.

### • Stratégie portuaire et défis logistiques : quels leviers pour les dynamiques de long terme ?

TDIE ; Sonja Broëz ; Pierre-Yves Rollin.

Octobre 2016. 56 p. @

« Les ports font face à de nombreux défis pour lesquels de grands efforts restent à faire : consolidation et extension de leurs hinterlands par le renforcement des dessertes ferroviaires et fluviales, augmentation de leur réactivité commerciale par l'encouragement du travail en commun des acteurs des places portuaires et enfin, simplification des procédures de toutes natures. » Pour le think tank, c'est en relevant ces défis que la France pourra développer sa puissance portuaire.

## Montagne

### • Rapport sur le projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Assemblée nationale ; A. Genevard ; B. Laclais.

*Rapport d'information*, n° 4067, septembre 2016. 364 p. @

### • Avis sur le projet de loi, après engagement de la procédure accélérée, de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

Assemblée nationale ; Béatrice Santais.

*Avis*, n° 4056, septembre 2016. 87 p. @

### • Entre permanences et bifurcations : une lecture territoriale des destinations touristiques de montagne.

E. George-Marcelpoil ; C. Achin ; G. Fablet ; H. François.

*Mondes du tourisme*, hors-série, 2016. 17 p. @

Cette recherche s'intéresse aux mutations à l'œuvre dans les systèmes touristiques et plus particulièrement dans les stations de sports d'hiver. Elle donne une place centrale aux stratégies d'acteurs et à leurs modalités d'organisation pour le fonctionnement d'une activité cruciale pour le développement local. Ainsi, les stations se distinguent aujourd'hui par une multiplicité de trajectoires d'évolution, que les auteurs se proposent d'explorer et de qualifier dans leurs déterminants.

## Outre-mer

### • Le fonds exceptionnel d'investissement (FEI) : un instrument au service du rattrapage des Outre-mer. Rapport d'information.

Sénat - Commission des Finances ; N. Laurey ; G. Patient.

Octobre 2016. 51 p. @

Dans ce rapport-bilan, dix recommandations sont formulées par les rapporteurs autour de trois axes principaux : mieux cibler l'action du FEI sur les projets pour lesquels l'effet de levier est le plus important ; clarifier certains aspects de la procédure de sélection afin de la rendre plus transparente et plus prévisible pour les collectivités territoriales ; développer l'évaluation de l'impact socio-économique des projets financés.

### • Défis et opportunités - Collectivités françaises des Amériques. Actes de conférence.

Sénat - Délégation sénatoriale à l'Outre-mer ; M. Maugras.

Publ. octobre 2016. 203 p. @

Le présent volume consigne les actes de la conférence économique mettant en lumière la situation des entreprises et les dynamiques sectorielles des six collectivités françaises des Amériques : Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. Cette rencontre a permis de pointer les problématiques communes et les enjeux d'actualité notamment dans les relations avec l'Union européenne, tout en soulignant la grande diversité des territoires.

## Politique de la ville

### • Le 9-3, un territoire de la nation.

B. Giblin ; P. Subra ; W. Serisier et al.

*Hérodote*, n° 162, 3/2016. @

Caractérisée par l'histoire de la banlieue rouge, des processus ségrégatifs sociaux et ethniques et une représentation d'espace marginalisé, la Seine-Saint-Denis est un territoire où les problèmes économiques et sociaux sont majeurs. Mais le 9-3, c'est aussi une représentation géopolitique et il se pourrait qu'elle évolue rapidement car c'est un territoire en pleine mutation économique, sociale, politique et urbaine qu'accéléra la métropole Grand Paris avec le réseau du Grand Paris express.

### • 31 propositions en faveur des quartiers politique de la ville.

Ville & banlieue, septembre 2016. 7 p. @

Parmi les propositions formulées de l'association des maires *Ville & Banlieue* : la conduite d'actions en faveur d'un développement urbain durable et un renforcement des conseils citoyens dans les "instances décisionnelles des contrats de ville et PRU".

## Prévention

### • Avis du Défenseur des droits n° 16-20 relatif à l'avenir de la prévention spécialisée.

Défenseur des droits. Septembre 2016. 7 p. @

Axes principaux abordés dans l'avis : un contexte qui a considérablement évolué en trente ans ; une baisse préoccupante des moyens octroyés ; une nouvelle reconnaissance législative de la prévention spécialisée ; des recommandations.

## Rural

### • Produire un retrait de l'État acceptable. Les politiques de fermetures scolaires dans les mondes ruraux contemporains.

Lorenzo Barrault-Stella.



Gouvernement et action publique, n°3, 3/2016 pp. 33-58.

Cet article étudie les politiques de fermetures scolaires en milieu rural dans le cadre de la réforme de l'État en France. L'enquête menée aux niveaux national et local souligne les perspectives de rationalisation budgétaire et organisationnelle au principe de la restriction du service public d'enseignement du premier degré. La restitution conjointe du travail ministériel, de l'élaboration de l'offre scolaire au sein des administrations locales et des négociations avec les syndicats enseignants et les élus locaux éclaire la manière dont ces réformes impliquant un retrait de l'État éducateur sont rendues acceptables.

#### • Dossier : Jeunesses rurales.

C. Lemêtre ; S. Orange ; J. Mengneau et al.  
*Savoir/Agir*, n° 3, 9/2016. pp. 9-69.

Au sommaire de ce dossier : les réouvertures d'écoles publiques dans les communes rurales ; jeunes ruraux - les contours d'un rapport ambivalent au monde scolaire ; les stratégies scolaires des artisans ruraux de l'Ouest ; les ambitions scolaires et sociales des lycéens ruraux...

## Union européenne

### • Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mieux faire connaître et respecter les règles relatives aux aides d'État dans la politique de cohésion.

Cour des comptes européenne.

*Rapport spécial*, n° 24/2016, oct. 2016. 104 p. @

Le présent rapport souligne la nécessité, pour les États membres, de mieux tenir compte des règles relatives aux aides d'État dans le domaine de la politique de cohésion.

### • Etude sur les labos de politiques publiques dans l'Union européenne.

Joint Research Center (Centre de recherche de la Commission européenne), en partenariat avec le cabinet Conseil & Recherche et La 27e Région. Juin 2016. Publication septembre 2016. 22 p. (en anglais). @

L'objectif de cette étude est notamment de voir dans quelle mesure les enseignements des laboratoires d'innovation de toute l'Europe pourraient nourrir les politiques européennes et les aider à se « reconnecter » avec les citoyens européens.

### • Fonds européens : l'heure du décollage.

R. Briot ; F. Clermont-Brouillet ; S. Mauroux.

*Intercommunalités*, n° 211, août 2016. pp. 11-18. @

Au sommaire : Zoom sur la programmation 2014-2020 ; Le transfert de la gestion d'une partie des crédits qui constitue un véritable défi pour les régions ; Démarches territoriales intégrées : renforcer l'essai ; Le Fonds social européen...

## Outils

### • Entreprendre dans l'économie sociale et solidaire. @

Agence France entrepreneur. Sept. 2016. 35 p.

Au sommaire de ce guide : définitions et historique, chiffres-clés, profil des créateurs, activités, moyens humains (matériels et financiers pour démarrer), structures juridiques, formations et sources d'informations.

### • Le Grand Paris avance. @

Afin de permettre aux investisseurs français et étrangers de mieux connaître ses grands projets, un portail internet collaboratif vient d'être lancé, porté par la Préfecture de région.

### • Guide méthodologique pour construire un diagnostic territorial partagé à l'attention des agences régionales de santé et des conseils départementaux. @

CNSA ; Réseau des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité (ANCREAI). Publ. Septembre 2016. 72 p.

La méthodologie présentée dans ce guide, illustrée par des exemples concrets, est utile pour dresser un bilan partagé des besoins et des ressources préalables à l'élaboration du Projet régional de santé (PRS) ou des schémas départementaux.

### • Smart Guide to Cluster Policy. @

Commission européenne. Septembre 2016. 60 p. (en anglais)

Ce guide, à destination des régions et de leurs parties prenantes, a pour objectif d'aider à optimiser la promotion de leurs économies régionales via leurs clusters.

## Actualité législative et réglementaire

• Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique. @

• Décrets du 28 septembre 2016 portant fixation du nom des nouvelles régions :

> Auvergne-Rhône-Alpes @ > Bourgogne-Franche-Comté @

> Grand Est. @ > Hauts-de-France @ > Normandie @

> Nouvelle-Aquitaine @ > Occitanie @

• Instruction du 29 juin 2016 relative à la dotation politique de la ville (DPV) pour 2016 (mise en ligne septembre 2016) @

• Instruction MENESR-DGESCO n° 2016-155 du 11 octobre 2016 relative aux écoles situées en zones rurale et de montagne. @

## Focus Territoires

### • Les chiffres clés des régions 2016.

Régions de France. Septembre 2016. 15 p. @

*Auvergne-Rhône-Alpes*

### • Grenoble : la technopole qui se rêvait métropole.

Charles Ambrosino ; Rachel Linossier ; Magali Talandier.  
*Géographie, économie, société*, n° 3/2016 (Vol. 18), pp. 409-427.

### • Vers une typologie des lieux d'innovation ouverts et collaboratifs dans la métropole de Lyon.

Grand Lyon métropole ; Nova 7. 2016. 20 p. @

### • Accessibilité des services au public dans :

**l'Ain @, l'Allier @, l'Ardèche @, le Cantal @, la Drôme @, l'Isère @, la Loire @, la Haute-Loire @, le Puy-de-Dôme @, le Rhône @, en Savoie @, en Haute-Savoie @.** Geneviève Burel, Claude Waszak  
*Insee-Flash*, n° 8 à 19, septembre 2016.

*Bretagne*

### • 94 200 emplois de cadres des fonctions métropolitaines en Bretagne : la moitié est concentrée au sein des aires urbaines de Rennes et Brest. @

Jean-Charles Petit. *Insee-Flash*, n° 19, septembre 2016. 2 p.

*Hauts-de-France*

### • Diagnostic territoriaux. Des ressources pour les acteurs de terrain. @

Association de prévention spécialisée du Nord (ASPN)  
Centre de ressources IREV ; URCS.

### • Une approche de la qualité de vie par les aménités et la situation sociale des habitants. @

Betty Becuwe ; Mickaël Brefort ; Élisabeth Vilain.  
*Insee-Analyses*, n° 27, octobre 2016. 4 p.

*Ile-de-France*

### • Cadre de vie dans les bassins de vie urbains franciliens : six profils-types de territoires. @

Y. Caenen, Insee Ile-de-France ; J. Courel, S. Gueymard, C. Mangeney, C. Maclair, IAU îdF ; C. Paulo, Stif  
*Insee-Analyses*, n° 39, octobre 2016. 4 p.

*Occitanie*

### • 13 départements entre disparités et ressemblances. @

P. Marasovic. *Insee-Analyses*, n° 29, octobre 2016. 4 p.

*Paca*

### • Espaces valléens. Un emploi sur dix lié au tourisme. @

J. Bernard ; P. Winnicki. *Insee-Analyses*, n° 34, oct. 2016. 4 p.

*Pays de la Loire*

### • La région attire plus d'investissements étrangers que ses voisines de l'Ouest. @

S. Besnard ; S. Fraboul. *Insee-Analyses*, n° 36, oct. 2016. 4 p.